



**Hassani Hamadi  
se déclare candidat  
aux présidentielles 2**

LUNDI 21 JANVIER 2019

EDITION: 1226

CINQUIÈME ANNÉE

PRIX : 250 FC

# Ali Bazi Selim, UN PATRIOTE ÉDIFIANT



Une cérémonie de prière et d'hommage à l'ancien premier ministre Ali Bazi Selim, a eu lieu samedi dernier à Ntsoudjini, sa ville natale.

Les autorités ont tenu à rappeler l'histoire et la loyauté d'un grand Homme, que la nation comorienne ait connu en la personne d'Ali Bazi.

## Elections anticipées

## Hassani Hamadi se déclare candidat aux présidentielles

Le gouverneur de l'île autonome de Ngazidja, Hassani Hamadi a convoqué ses commissaires le samedi dernier à Mrodjou. Le but était d'annoncer officiellement sa candidature aux élections présidentielles de mars et avril prochains et de dénoncer le non-respect des droits dans ce pays.



Le gouverneur Hassani Hamadi

C'est une proposition qui a été faite par ses commissaires depuis la semaine dernière. C'est pour cette occasion que le gouverneur a enfin pris l'initiative d'annoncer à son personnel sa candidature aux prochaines élections présidentielles. Plus de deux ans après qu'il est au pouvoir de Wangazi-

dja. Ce sont les membres de l'exécutif de l'île de Ngazidja qui lui ont fait cette demande. La majorité de ses commissaires ont attendus patiemment cette décision. Pour eux, Hassani Hamadi se donne comme objectif principal de « sauver l'unité nationale en permettant à l'île d'Anjouan de briguer

son mandat en 2021 », a montré le porte-parole, Issihaka Mdahoma.

L'exécutif de Ngazidja s'est réuni avec le gouverneur, non seulement pour officialiser la candidature, mais aussi pour parler de la situation politique qui prévaut le pays ces derniers temps notamment les élections anticipées. Le gouverneur de l'île de Ngazidja a souligné qu'il va déposer sa candidature la semaine prochaine. Il a saisi cette occasion de dénoncer le non-respect des droits dans le pays et la politique engagée par le président de la République, Azali Assoumani. Selon une source de Mrodjou « l'exécutif aura aussi un candidat pour concourir au poste de

gouverneur mais c'est un cas qui n'est pas encore décidé. » Le gouverneur a montré que ce n'est pas du hasard s'il décide de se présenter candidat aux élections de mars. Puisque, « c'est suite aux mauvaises conduites du gouvernement central notamment le non-respect des droits et les sabotages des institutions publiques et privées. Il faut respecter la tournante actuelle. Il faut lutter contre les fraudes dans les élections. » Il pense que le poste du président lui permettra de changer le pays tout en respectant le pouvoir des îles et de certaines institutions.

H.H

## Elections présidentielles

## Me Mzimba et Archimet ont déposé leurs candidatures

Le bâtonnier Me Mzimaba et l'enseignant de l'université des Comores Dr Archimet, sont dans la course à conquête de Beit Salam. Les deux candidats ont promis, des nouvelles perspectives pour le changement du pays.

Vendredi dernier, le bâtonnier Ibrahim Ali Mzimba et l'enseignant de l'université des Comores à la faculté des sciences Dr Archimet ont remis à la cour suprême, leurs dossiers respectifs, devant leur permettre de passer à la course aux élections anticipées les mois de

mars et avril prochains. Les partisans du Me Ibrahim Ali Mzimba n'ont pas manqué d'exprimer leur soutien indéfectible envers le bâtonnier du tribunal de Moroni. « Nous sommes réunis à cette occasion pour soutenir la candidature d'Ibrahim Ali Mzimba, car son comportement et sa franchise définissent la qualité d'une personne associative, donc il mérite d'être le miroir des autres », laisse entendre le notable franco-comorien M. Darouèche. Convaincu que la jeunesse « est une force », l'enfant d'Ouellah Mitsamiouli, enseignant de l'université des Comores, Dr Archimet pro-



Mzimba à la cour suprême pour son dépôt de candidature

met un changement radical du système de vie comorien dont la jeunesse est première victime. « C'est une journée historique pour la jeunesse comorienne d'avoir compris leur vocation dans un pays comme le nôtre, et la situation à laquelle, elle vit depuis la prise de l'indépendance

des Comores. Cela m'a donné le courage pour une marche commune avec la jeunesse comorienne, pour déraciner le système de vie, devenu instrument au profit de certaines autorités », lance l'enseignant de l'université Dr Archimet. Et que le meilleur gagne !

NASSUF.M.ABDU (STAGIAIRE)

## Ali Bazi Selim, un patriote édifiant

Une cérémonie de prière et d'hommage à l'ancien premier ministre Ali Bazi Selim, a eu lieu samedi dernier à Ntsoudjini, sa ville natale. Les autorités ont tenu à rappeler l'histoire et la loyauté d'un grand Homme, que la nation comorienne ait connu en la personne d'Ali Bazi.



Des comoriens prient pour Ali Bazi Selim

Samedi dernier une prière a été tenue à Ntsoudjini en mémoire de l'ancien premier ministre comorien Ali Bazi Selim, rendu l'âme le jeudi 09 janvier et enterré le 10 janvier dernier. Les autorités de sa même génération ont saisi l'occasion de présenter l'histoire de l'homme

de droiture Ali Bazi ancien militant pour la souveraineté comorienne.

Bref bio ? Fils aîné de Bazi Selmi, Ali Bazi est né à Ntsoudjini en 1926. Après ses formations à l'école coranique locale, il fut inscrit à l'école primaire coloniale dans sa ville natale. Au

fil des années, il devint le chef comptable de la société Bam-bao en 1951.

Il se lança dans la vie politique, où sa génération découvra ensuite, la droiture d'un jeune politique. « Notre frère ami Ali Bazi fut le premier ministre de l'Afrique qui s'est démis de ses

fonctions après avoir compris la lâcheté de son propre gouvernement », a fait savoir un des sages de l'Etat, Saïd Hassan Saïd Hachim.

A l'issue des élections législatives en 1987, Ali Bazi Selim, les a rapportés par le nombre de voix portées sur lui-même, hélas les autorités attribuent la victoire à son adversaire, ce dernier refuse l'usurpation de son pouvoir. Avec sa pression, le gouvernement était sous l'obligation d'organiser des élections partielles.

En face du pouvoir d'Ahmed Abdallah Abderemane, il vient le militant pour que l'opposition ait un seul candidat pour les élections présidentielles de 1990 ayant échoué, Ali Bazi décida de rester dans la neutralité ni opposant ni au parti du pouvoir de 1990. Nommé conseiller politique du président nouvellement élu, Saïd Mohamed Djohar, Bazi démissionnera en 1991 pour marquer sa désapprobation de la gestion chaotique des affaires de l'Etat. Après le coup d'Etat perpétré par le mercenaire Bob Denard, et le renversement du président Djohar, il est sollicité pour faire partie du directoire politique militaire mise en place, il déclina l'offre et prôna le rétablissement de l'ordre constitutionnel.

Dans un meeting improvisé à la place de l'indépendance, par le collègue des sages dont il fait partie, Ali Bazi Selim a lancé un discours émouvant sur le patriotisme, et lança un appel solennel à tous les comoriens pour la tenue des assises nationales pour faire le bilan 42 ans, sous le slogan « vérité et réconciliation. »

NASSUF.M. ABDU (STAGIAIRE)

H.H

### Enseignement public

## Avancements et intégration, la priorité de l'intersyndical

Après l'arrêt de cours de 48h lancé le jeudi dernier dans l'enseignement public, l'intersyndical des enseignants a tenu une conférence de presse vendredi dernier au Lycée de Moroni. C'était l'occasion d'annoncer les différents soucis qui frappent l'enseignement public.

Les différents problèmes que traversent les enseignants du secteur public risquent d'affecter l'année 2019. L'intersyndical à travers une rencontre avec la presse a montré que l'arrêt de cours de 48 heures est une façon pour lui d'exprimer son mécontentement suite au non-respect des protocoles d'accords et

du mémorandum de compréhension signé entre les deux parties. Ils ont cité plusieurs soucis lors de cette conférence notamment le non-paiement effectif du mois de mai 2017 convenu entre le ministère de l'éducation nationale et l'intersyndical. Le paiement du mois de décembre dernier n'est pas encore réglé. Ils réclament « le dialogue social » pour que leurs avancements puissent être lancés et régler le paiement de mai 2017 dans l'ensemble des trois îles. Pour eux, cette affaire ne peut être relâchée.

L'intersyndical a rappelé qu'il s'agit d'une revendication qui date depuis des années mais le gouvernement comorien à travers son ministère de l'éducation ne l'a toujours pas prise en considération. Les avance-

ments et l'intégration restent la priorité de l'intersyndical des agents de l'éducation. « Ce point ne peut en aucun cas être ignoré. Il doit être réglé pour pouvoir continuer l'année dans la paix et la tranquillité totale », a déclaré le secrétaire général de l'intersyndical, Moussa Mfoungoulié avant de préciser que « l'intersyndical est apolitique. » Selon lui, « certes, il y a des enseignants qui comptent se présenter aux élections de mars et avril mais cela ne veut pas dire qu'il existe un parti politique intersyndical. Il est vrai que certains occupent des différents postes mais cela ne signifie pas que nous sommes des politiciens. Nous n'avons rien avoir avec la politique. »



## Coopération sino-comorienne

# Quand la Chine tend à éliminer le paludisme aux Comores

Depuis l'accession des Comores à l'indépendance, la République populaire de Chine accompagne les Comores dans le développement. La Chine intervient dans différents secteurs social, sanitaire, éducatif entre autres. C'est une coopération tissée sur la bonne voie. Par ailleurs, la Chine porte main-forte pour l'élimination du paludisme aux Comores.



Photo d'archive

Chine ne cesse de porter main-forte et de s'engager à soutenir financièrement, politiquement les Comores. La République populaire de Chine a offert 1 842 857€ à l'Union des Comores pour lutter contre le paludisme. Un fléau que les autorités sanitaires s'engagent à en faire face. Soit 900 millions kmf, telle est la somme oc-

troyée par la Chine à travers He Yanjun, pour en arriver à «zéro autochtone d'ici 2021» dans l'ensemble des 3 îles. La Chine offre des médicaments gratuitement pour la lutte contre des maladies aux Comores dont le paludisme. Une cérémonie officielle a été tenue la semaine dernière pour le lancement officiel

du projet d'élimination du paludisme en Union des Comores. Depuis 2007, la campagne d'élimination du paludisme est lancée en premier à Mohéli.

Toutes les actions de la Chine envers les Comores renforcent la coopération entre les deux pays. Son soutien politique au Président Azali contribue à placer le pays parmi les pays émergents d'ici 2030. C'est la Chine qui reconnaît les doléances et défis des comoriens. Elle ne manque pas à signer des pactes pour épanouir le pays. L'engagement des entreprises chinoises de bâtir le pays dans les infrastructures, hôpitaux fait un signe de solidarité.

KDBA

## Ministère de l'intérieur

## Anzaouir a passé la main à Habdallah Ali Mohamed

Le ministère de l'intérieur a désormais un nouveau directeur de cabinet. Il s'agit d'Habdallah Ali Mohamed, ancien agent du commissariat à la santé de Ngazidja. La passation de service entre Anzaouir Ben Aliou et Habdallah Ali Mohamed, a eu lieu le vendredi dernier en présence du ministre de l'intérieur, Mohamed Daoudou.

térieur. Il a laissé la place à Habdallah Ali Mohamed, un professeur de sciences et mathématiques, qui a travaillé au commissariat à la santé de Ngazidja dans ce régime de Hassani Hamadi. Des responsabilités qui lui ont permis d'acquérir de l'expérience pour le poste de directeur de cabinet. Lors de la passation de service, le ministre Mohamed Daoudou a loué les efforts inlassables, les diverses qualités professionnelles notamment les compétences et la rigueur de l'ex-directeur de cabinet durant sa mission. Il a ensuite souhaité la bienvenue au nouveau dircab.



A droite, le nouveau directeur de cabinet

À son tour, M. Anzaouir a remercié le Ministre pour la confiance qu'il a toujours placée en lui en souhaitant bon vent à son remplaçant. Le directeur de cabinet entrant a lui

aussi rebondi sur la confiance du Ministre témoignée en sa personne. Il s'est dit conscient qu'il est nouveau au Ministère et a exprimé sa volonté de collaborer avec tout le monde.

En cette période électorale, le nouveau directeur de cabinet doit travailler en étroite collaboration pour la paix et la stabilité ainsi que la cohésion sociale. Une période où les tensions deviennent sensibles. Le ministère de l'intérieur chargé des élections et de la sécurité du pays doit prendre ses responsabilités et jouer le rôle de garant de la sécurité en faveur de la paix.

KDBA

## Coopération internationale

# Soeuf au sommet arabe de développement économique et social

Un accueil chaleureux a été réservé au ministre comorien des affaires étrangères et de la coopération internationale, Soeuf Mohamed El-Amine depuis l'aéroport par une forte délégation du Ministère de la défense libanaise. Le ministre des Affaires étrangères prend part, à Beyrouth, au sommet arabe de développement économique et social, en tant que représentant du Président Azali Assoumani.

Le patron de la diplomatie comorienne M. Soeuf livrera à la

capitale libanaise la position des Comores au sujet de la concrétisation du développement durable dans la région arabe, ainsi que de la promotion des relations de coopération et de complémentarité économique interarabe, l'amélioration des investissements et des échanges entre les pays arabes, et l'instauration de partenariats dans les domaines économiques, et technologiques à forte employabilité. Il appellera à conférer aux dimensions économiques, sociales et de développement plus d'intérêt dans l'action arabe commune. Une occasion



Le ministre Soeuf au Liban

pour le chef de la diplomatie comorienne d'appeler à débarrasser la région arabe des crises et de l'instabilité, du fait de leur impact négatif

sur le taux de croissance, l'investissement et le volume des échanges commerciaux, outre leur contribution à l'aggravation du chômage, de l'exode et de la crise des réfugiés.

Placé sous le signe « l'homme au centre du développement », ce sommet penche sur les questions économiques et de développement, la zone de libre-échange arabe, la sécurité alimentaire, les énergies alternatives, la promotion des petites et moyennes entreprises, la stratégie d'éradication de la pauvreté, la lutte contre les différentes formes de violence, etc. La ligue des Etats Arabes, en matière d'environnement, va procéder à l'examen de la gestion des déchets solides dans les pays arabes, un sujet qui pose de sérieux problèmes et qui doit être traité en y apportant des solutions pertinentes. C'est la 4ème session pour le développement économique et social des pays arabophones. L'idée du Sommet arabe pour le développement économique et social était née au milieu des années 2000 et avait été approuvée lors du sommet arabe tenu à Ryadh en Arabie saoudite le 27 mars 2007.

LA RÉDACTION

KDBA

## Coopération

## Le Président Azali a pris part à l'investiture d'Andry Rajoelina

Le Chef de l'Etat, Azali Assoumani, a assisté à l'investiture du nouveau Président de la République de Madagascar, Andry Rajoelina, samedi dernier. Dès son arrivée, il a été accueilli par le premier Ministre Malgache M. Christian Ntsay. Un signe de coopération entre les deux pays de la même région.



Azali Assoumani et Andry Rajoelina

Le président de la République comorienne a pris part à la cérémonie d'investiture du nouveau président malgache, le samedi dernier. Cette participation du colonel Azali s'inscrit dans la coopération entre les Comores et Madagascar. Ces deux Etats insulaires partagent des mêmes cultures et traditions. Au cours de cette journée, Azali n'a fait aucune

annonce, préférant s'entretenir discrètement avec ses homologues africains réunis à Madagascar à l'occasion de l'investiture du nouveau président. Le chef de l'Etat, après avoir été reçu par le premier ministre malgache a-t-il réussi à s'entretenir avec des autorités de cette grande île amie des Comores ? 6 chefs d'Etats africains devaient répondre présents à cette cérémonie de passation de pouvoir dans la grande île.

Dans cette foulée, le chef de l'Etat n'a pas réussi à rencontrer les étudiants comoriens de la grande île. Un geste qui a laissé le perplexe aux étudiants. Puisque selon eux, le chef de l'Etat devrait entretenir avec les étudiants afin qu'ils exposent leurs doléances et les sérieux problèmes qu'ils traversent. Son court séjour dans cette île, ne lui a pas permis de s'entretenir avec les étudiants.



## Maladie Xeroderma Pigmentosme

# Deux enfants victimes seront évacués

La maladie Xeroderma Pigmentosme secoue l'île d'Anjouan. La fédération solidarité communauté de l'Océan indien (FSCOI), en partenariat avec l'association Unono Family a tenu une conférence de presse samedi dernier pour annoncer deux évacuations sanitaires des enfants atteints par la maladie « Xeroderma Pigmentosum (XP). »



La FSCOI devant la presse

Lors d'une conférence de presse tenue samedi dernier par la FSCOI et Unono Family, a-t-on appris l'évacuation de 2 enfants atteints de la maladie Xeroderma Pigmentosme. Il s'agit d'une maladie qui frappe l'île d'Anjouan qui a fait mourir 10 enfants. C'étaient des enfants de moins de 10 ans. L'occasion pour la FSCOI et Unono Family de travailler ensemble pour la santé des enfants victimes de cette maladie. Hassana Mohamed et Mohamed Ali vont être évacués et sont victimes de la XP. « Hassana Mohamed a perdu ses deux sœurs jumelles. Ces deux enfants, Mohamed Ali âgé de 15 ans et Hassana Mohamed de 12 ans seront évacués dans l'île Maurice dans les prochains jours », annoncent les conférenciers. La fédération solidarité communauté de l'Océan indien est en attente de l'attestation d'EvaSan (évacuation sanitaire) du ministère de la santé à travers l'agence nationale des médicaments et des évacuations sanitaires

(Anamev). 16 cas sont déjà enregistrés dans l'île d'Anjouan. Il s'agit d'une maladie de la lune qui s'appelle scientifiquement XP, une maladie génétique.

### LA XERODERMA PIGMENTOSUM, UN DANGER IMMINENT CHEZ L'ENFANT

Cette maladie représente un danger chez les enfants. Elle cause beaucoup de décès. Cette maladie qui prévaut dans l'île d'Anjouan représente une grande menace. « Il y a eu de mal formation au niveau de la peau qui permet qu'une fois que l'enfant absorbe les rayons du soleil ultra-violet, le système enzymatique est naturellement défaillant chez cet enfant. Ce rayon ultra-violet n'est pas pareil comme les normaux. Ça cause des dégâts qui évoluent jusqu'à provoquer des cancers », a détaillé le coordinateur national de la FSCOI, Nabil Jaffar. Selon les conférenciers, il y a six enfants aussi qui ont cette maladie et qui doivent être

transférés. Le plus âgé des enfants de la lune est de 40 ans, dit-on, et il est actuellement à Mayotte. Les associations ont un combat sur les évacuations de ces deux enfants malades. La FSCOI a fait savoir que les 6 autres auront souhaité cette évacuation mais « ce sont ces deux qui sont en toute urgence. »

C'est une maladie sanguine qui règne dans l'île depuis près de 20 ans. Au niveau d'Anjouan, sur 15 000 naissances, il y a 1 cas. Une personne peut porter cette maladie sans que les symptômes apparaissent directement, disent-ils. « Une fois fait le mariage de deux personnes atteintes par cette maladie, il y a 50% de naissances des enfants de la lune. Cette maladie se trouve rarement dans les deux autres îles. La plupart des enfants de la lune qui se trouvent dans l'île de Mayotte sont d'origine anjouanaise », avancent les conférenciers. La Xeroderma Pigmentosum, un danger imminent chez l'enfant.

### « LA FÉDÉRATION A LES MOYENS D'ÉVACUER CES ENFANTS »

Nabil a indiqué que dans l'île, « les mariages pré-sanguins sont les plus favorisés. Nous sommes conscients que c'est une maladie liée à ces genres de mariages. » Et le coordinateur de préciser, « puisque nous n'avons pas des centres médicalisés, conditionnés comme Mayotte, on essaie de protéger l'enfant dans certaines crèmes et des médicaments mais il n'y a pas vraiment une prise en charge. » Il a rappelé que les autorités compétentes sont prévenues depuis le mois de septembre dernier malgré que le quota des évacuations sanitaires des Comores-Maurice fût fini et « ce n'est qu'en 2019 que ce dossier s'est repris pour sauver ces enfants de la lune ».

Farah Aboubacar, présidente de l'association Unono Family a précisé que « le ministère de la santé nous rassure que le dossier suit les bonnes voies et nous ne ferons qu'attendre. La fédération a les moyens pour évacuer ces enfants. » C'est grâce à la convention entre Comores-Maurice que les enfants bénéficieront des bons traitements. A noter qu'il s'agit d'une fédération qui s'est engagée sur ce combat depuis juin 2018 dont son siège est à Anjouan. C'est un projet nommé SEMDL (sauvons les enfants malades de la lune).

H.H

## Les îles Comores ne sont pas à l'abri face à la malédiction due à l'exploitation des ressources naturelles



Le pays vient de s'inscrire directement dans le cadre de la 4ème génération de législation minière de la région qui d'ailleurs, s'avère défailante en termes de rentabilité socio-économique. Est-ce vraie que les Comores veulent maximiser les retombées positives de l'exploitation de l'or noir ou bien le but ultime de notre pays est de figurer sur la liste des pays de l'Afrique subsaharienne, voir continentale qui ont exploité leurs ressources naturelles ?

Si tel est le cas, la question posée est bel et bien eu sa réponse brute. L'exploitation des ressources naturelles n'est pas automatiquement un synonyme de développement. Il est encore temps de revoir les questions de base pour pouvoir mettre en place une panoplie solide visant à maximiser les retombées positives directs et indirects (effets induits).

Il est aussi à comprendre que les prétentions des tous les partenaires ainsi que la compagnie minière et ses interfaces en matière de couverture, de partage de risques et de pertes, sont les mêmes dans la chaîne de la mise en valeur des ressources minières. Qu'allons-nous faire pour être au diapason de cette sphère de partage pendant que les assouplissements des mesures fiscales, juridiques, douanières et autres demeurent les éléments attractifs des investissements miniers. Notre pays contrairement à d'autres, étant en phase d'exploration a bien la possibilité de tout faire avant d'entamer les trois phases restantes à savoir la construction, l'exploitation et la

fermeture après l'exploitation.

Les points noirs du droit minier (pétrolier) et ses textes connexes en Afrique font que la mise en valeur des ressources naturelles incarne la paupérisation relative qui tend le plus souvent vers l'extrême pauvreté pour la population locale. Plusieurs raisons expliquent directement ce phénomène, comme l'impact de l'identité culturelle, les écarts sociaux créés par l'inflation et le pouvoir d'achat entre ceux qui fréquentent la mine et ceux qui ne la fréquentent, les flux migratoires externes et internes, le manque d'une main d'œuvre qualifiée pour les nationaux et le manque d'une parfaite maîtrise institutionnelle ainsi que la chaîne de la mise en valeur etc. en sont quelques unes. Nous ne pouvons pas tout citer de la base au sommet les enjeux du complexe pétrolier, nous ne faisons que tirer la sonnette d'alarme avant le ravage. De ce fait, il est important que l'État central s'engage énergiquement pour offrir au personnel et aux étudiants une gamme de compétence bien garnie afin de bien maîtriser les enjeux et pouvoir tirer les avantages escomptés.

L'environnement est aussi au cœur des préoccupations majeures auxquelles le pays doit faire face avant l'engagement total de la compagnie pétrolière dans le processus d'exploitation, derrière la mise en place des infrastructures de base et le contenu local.

Étant aussi actionnaire dans un contrat de joint-venture ou un consortium, l'État tout comme les compagnies pétrolières, a le pouvoir d'engager des procédures auprès des partenaires financiers internationaux et régionaux afin qu'il puisse répondre aux besoins des investisseurs étrangers dans la filière en matière d'infrastructure. La vision de cette stratégie est la réduction du coût de partage

entre les actionnaires. Cette vision participative donne à l'État le droit d'imposer un taux d'intérêt considérable à même de générer un effet d'entraînement économique. Cela permet également à l'État actionnaire d'avoir une large avance sur la scène de négociation des contrats entre les actionnaires, au lieu de laisser la compagnie d'engager seule les fardeaux de mettre sur pied les complexes pétroliers et en contre partie d'infliger une peine à l'État hôte, par le fait d'assister le partage sans gain considérable, pendant que les concitoyens attendent ressentir leurs parts de retombées.

En effet, seuls un dispositif contraignant et un bon contenu local peuvent bien encadrer la filière et atténuer les impacts dans son ensemble. Un dispositif contraignant, légitime et responsable capable d'engager un partage équitable entre les communautés impactées directement ou indirectement durant, et après la vie du projet pétrolier. Entre autres, cela doit se faire sous les bases d'un développement durable qui en aucune manière épargnera la responsabilité sociale des entreprises.

Le contenu local qui est une stratégie nationale qui veille à ce que les intérêts directs et indirects de l'investissement tracent un schéma de ramification de partage d'intérêts, soit un privilège national. Ce système œuvre dans le cadre de la création d'emploi et donne en même temps aux petites et moyennes entreprises locales des privilèges ou bien une priorité sans précédente surtout au niveau des adjudications des biens et services en concurrence directe à des entreprises étrangères. Il engendre par conséquent, un circuit économique très vaste favorisant le développement du « bien-être social ». Cette notion du bien-être, est un concept très important qui

fait couler beaucoup d'encre entre les théoriciens de l'économie de la croissance et ceux de l'économie du bien-être.

D'une manière pragmatique, l'exploitation de l'or noir est une source d'instabilité politique et sociale, mais seules une bonne gouvernance et une gestion transparente des rendements issus de cette filière, et orientées vers le développement du bien-être social, peuvent être l'acalmie.

Certes, les Comores se positionnent face à la quatrième génération de la législation minière en Afrique, qui d'ailleurs s'avère moins attrayante pour les investissements directs étrangers vis-à-vis des législations précédentes. L'entrée brusque des Comores dans cette dernière génération est une phase prématurée pour le pays dans le procédé de mise en valeur des ressources naturelles. Mais il est opportun et très urgent encore plus que jamais que les Comores revoient la question dans sa globalité avec des spécialistes habiles en la matière, car être un géant pays minier et/ou pétrolier n'est pas une fin en soi pour le développement économique et social.

Où sommes-nous face aux questions liées aux rapports de force ? Quelle stratégie géopolitique engageons-nous pour bien maîtriser les questions relatives à l'exploitation de l'or noir ? Est-ce qu'il est temps que notre cher pays se lance dans une telle aventure ? Qu'elles sont les urgences et la nécessité qui nous a poussés à s'enliser au fond de cette ambiguïté ? Le chevauchement des mots, tout en voulant répondre à cette gamme de questions en revue, nous dit en sourdine que la convoitise du pouvoir central est de conduire le pays vers une émergence socio-économique capable de rivaliser la pauvreté et toutes ses formes. Mais le défi est de taille.

MOUSSA HODARI,

## Chronique

## Après le Bleu, on passe à l'Orange...

Selon des experts les indicateurs économiques risquent de virer au rouge sur fond de populisme excité par le BREXODE causé par le BREXIT en Angleterre. Au pays du président Macron, les responsables étatiques broient du noir sous les poussées de fièvre des gilets jaunes, au pays d'Andry Rajoelina celui qui «est passé du statut de Président insurrectionnel à celui de Président démocratiquement élu, hier le régime des «bleus» (entendre par là les hommes à la cravate bleue du parti HVM) a passé le pouvoir à l'Orange.

Meneur charismatique d'une révolution populaire qui rêvait de changement, le nouvel homme d'Etat qui prête serment aujourd'hui selon notre confrère Phil de Fer «va revêtir, à la fois avec fierté et humilité son costume de Chef Suprême, le temps de la cérémonie d'investiture» et tout au long d'un mandat durant lequel à Madagascar «il va devoir répondre aux immenses espérances de sa population.» L'article cité précise «La différence est essentielle aux yeux aux yeux de la Communauté internationale. Le rêve est donc devenu réalité pour Andry Rajoelina et ses supporters qui ont mérité la victoire.»

Le nouvel homme fort de l'île a eu une journée très chargée hier. Le clou de la rencontre avec les grands de ce monde la veille de l'investiture au cours de cette mondanité à



l'Hôtel Carlton a été la présence de l'ancien président Nicolas Sarkozy la personnalité pivot d'un contexte géopolitique internationale devenu incontournable. Dans toute la capitale, dans la soirée d'hier c'était la liesse dans les snacks et les lieux de rendez-vous des noctambules. C'est pour vous dire que quoi qu'on dise l'élection d'Andry Rajoelina à la tête de l'Etat était mille fois préférable à celle d'un Marc Ravalomanana qui a déjà montré ses limites en matière de la conduite des affaires de l'Etat.

Dans l'entourage du nouveau président de la 4ème République, le principal souci de tous tourne depuis quelques jours autour du casting de la composition du nouveau gouvernement. La crainte de tous est de voir des revenants qui traînent des casseroles réapparaître au grand jour à la grande déception de tous. Prenons les cas de ces consuls nommés dans des conditions pas très claires du tout. Qui a trouvé que ce kidnapping d'un consul à Antsiranana relève d'un contexte qui mérite d'être approfondi sérieusement ? Personne !

A l'heure actuelle, tout le pays est confronté et à l'attente de la composition du premier gouvernement qui contre toute attente sera dirigé toujours et encore par Christian Ntsay.

Force est pour nous de reconnaître que les révélations sur ces noms et identités remis à la presse n'étaient que des leurres destinés à donner à la presse et à l'opinion les moyens de dénoncer les sales réalités d'un contexte politique qui risque de mettre le nouveau président dans une mauvaise posture. Qui oserait affirmer la main sur le cœur que des personnalités connues dans leurs activités affairistes seraient dignes d'être les titulaires des postes consulaires accrédités par les autorités malgaches. Serait-ce parce que les natifs de ce pays ne sont ni dignes ni compétents pour occuper ces postes ?

Pour les nominations des futurs ministres, le grand public souhaite que désormais, la composition des membres du gouvernement n'aligne plus des personnes au passé pas très flatteur. En clair : on souhaite tous voir Andry Rajoelina ne plus subir les pres-

sions parentales, régionales et même diplomatiques dans le choix des ministres qui seraient appelés à contribuer à la réalisation de l'émergence d'un mieux-être de la population. Comment, chers lecteurs voulez-vous qu'on passe sous silence les prouesses mal-saines de ces prétentieux qui veulent devenir ministres rien que pour assouvir leur cupidité égoïste et un soif de pouvoir qui n'a rien à voir avec les intérêts supérieurs de plus de 20 millions de Malgaches. Alors qu'une minorité de grandes fortunes jouissent des privilèges exorbitants et du droit de dicter leur bon vouloir à nos dirigeants.

Osons croire que l'arrivée d'Andry Rajoelina au pouvoir sera le début de la fin d'une mauvaise gouvernance au profit d'une minorité oligarchique favorable à des affairistes Karana et étrangers. L'article 32. de l'arrêt portant résultat de l'élection présidentielle du 19 décembre 2018 énonce clairement « Monsieur Andry Nirina RAJOELINA est proclamé élu Président de la République. Il prendra ses fonctions à partir de sa prestation de serment en audience solennelle de la Haute Cour Constitutionnelle. Conformément à l'article 48 de la Constitution, la passation officielle du pouvoir se fera entre le Président sortant et le Président nouvellement élu en présence du Chef de l'Etat par intérim. »

N. RAZAFILAHY



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: SULTANE ABDOURAHIM CHEIKH RÉDACTEUR EN CHEF: KAMALDINE BACAR ALI GRAPHISTE: SOEF ALI CHEF COMMERCIALE: HASSANE MOHAMMED ASSISTANTE COMMERCIALE: ZALHATA M'MADI AGENT COMMERCIAL: DJAMAL AHAMADA ASSISTANTE DE DIRECTION: SALIMA MDOIHOMA REDACTEURS: HALIMA HAMADA/KAMAL SAID ABDOU/PHOTOGRAPHES: TOIMIM ABDOU/TAKI IBRAHIM IMPRIMEUR: GRAPHICA

SIÈGE Al-fajr: Moroni Mramboini - TEL: 773 5859 / SITE internet : www.alfajr-comores.com / E.MAIL : quotidienalfajr@gmail.com